

LA CRISE DERRIÈRE LA CRISE

La crise politique américaine, puisqu'il s'agit bien de l'incapacité des Etats-Unis à conduire une politique autrement que par la fuite en avant de l'endettement et de la création de liquidité, a provoqué une crise bancaire, puis financière, rapidement étendue à toute la planète en raison de l'inter-connexion de tous les marchés et de l'interdépendance des économies.

La brutalité et l'ampleur d'une crise dont il est désormais à demi avoué qu'elle va provoquer une récession certaine d'un grand nombre d'économies des pays développés, et qu'elle pourrait déboucher sur une déflation, c'est-à-dire la baisse simultanée des valeurs d'actif et des revenus, conduit les uns à annoncer la fin du capitalisme, les autres l'avènement d'une nouvelle société, d'autres encore une nouvelle ère de la régulation. Sans doute. Beaucoup se précipitent pour brûler ce qu'ils ont adoré, et sacrifient leurs anciennes idoles sur l'autel du mythe nouveau. Mieux vaut se retirer quelque peu du tumulte, observer ce qui est, et constater qu'il y a dans la crise bien plus que ce qu'elle exprime, bien plus que ce qui en est dit, et que le plus grand risque est, cette fois comme d'autres, de la prendre pour ce qu'elle n'est pas.

1 – De quoi s'agit-il ?

Une crise financière bouleverse le paysage stratégique. Le pouvoir, la puissance, la force, ne sont pas où nous les attendions. Plus exactement, l'histoire est incapable de nous aider en quoi que ce soit à comprendre la nouveauté radicale d'un monde dans lequel ce qui nous concerne le plus peut se passer à 12 000 km, se diffuse en temps réel par les télévisions satellitaires, et mettre en jeu des mouvements immatériels qui détruisent en un instant l'équivalent de semaines, de mois de travail de toute une

économie... Comme l'analysent les sociologues, la représentation permanente des désordres du monde provoque une sorte d'hystérie des individus et de la société tout entière, hystérie qui est elle-même un facteur de risque. Comme le savent les analystes ou les psychiatres, dans le secret du divan ou du cabinet, l'exubérance financière a créé des effets de richesse exactement symétriques à la destruction des repères et des structures mentales. Comme le pressentent les politiques, le dogme de la mondialisation, de la déréglementation et de la libéralisation des échanges a multiplié les trous noirs, ces zones sur lesquelles plus personne ne peut agir, parce que plus personne ne sait ce qui s'y passe. Autant le dire, l'effet de la mondialisation est bien que plus personne ne sait où nous en sommes, ne comprend ce qui se passe, et n'est en mesure de contrôler quoi que ce soit. Ce qui est vrai en matière de finance l'est tout autant et davantage en matière d'action publique.

Pour le comprendre, il vaut la peine de remonter loin en arrière, au moment où se constitue ce cadre des choix collectifs que nous appelons la Nation, qui circonscrit l'unité des citoyens à l'intérieur d'une frontière, et qui est d'abord une technique de limitation des risques. Depuis l'évènement fondateur qu'est le traité de Westphalie, en 1648, la Nation, l'Etat, ont acquis des caractères que notre paresse a cru éternels. Une population nommée et comptée, attachée à un territoire sur lequel se concentre son patrimoine matériel et moral, déterminé par une frontière à l'intérieur de laquelle elle se détermine en toute légitimité et en toute souveraineté, rapprochée autant par le mythe d'une origine commune que par le récit d'une histoire exemplaire, choisit ce qu'elle accepte et ce qu'elle rejette de l'extérieur. L'activité économique, les échanges, la confiance se jouent à l'intérieur de la frontière avec une grande liberté, ils peuvent se jouer à l'extérieur avec dans ce cas un luxe de précautions et de prévoyance. De sorte, elle limite les risques, elle les identifie, elle les contrôle, et l'absence de contrôle des risques s'appelle, souvent, la guerre. L'armée est le moyen de préserver l'identité et la liberté de la communauté nationale consciente d'elle-même, de réduire en dernier recours les risques qui pèsent sur elle. Les Nations poursuivent des intérêts dont elles décident et qui peuvent légitimement les conduire à la guerre. Ce point est majeur : la guerre peut être légitime, ce qui justifie un droit de la guerre, ce qui commande le respect des soldats

combattants, ce qui rend concevable l'inconcevable.

Depuis 1945, depuis les bombardements de Dresde, de Hamburg, de Nagasaki et d'Hiroshima, tout a changé. Le modèle de l'Empire, décidant du bien et du mal, et appelant universel l'imposition de ses intérêts au nom de ses valeurs, est de rigueur. Comme l'analyse Marcel Gauchet dans *L'Avènement de la démocratie*, la diversité est désormais à l'intérieur de nos sociétés, de chaque Nation, et c'est entre Nations que l'unité se voit promue, moins au nom de la démocratie universelle qu'en celui du marché triomphant et de la mondialisation heureuse. L'affolant consensus obligé des économistes, des analystes et des prévisionnistes, qui sévit depuis une génération (voir Jean-Luc Gréau, *La Trahison des Economistes*, Gallimard, 2008) a interdit idéologiquement et pratiquement toute réflexion sereine sur les risques pouvant résulter de la mobilité infinie des biens, des services, des capitaux et, partiellement du moins, des hommes. **La notion et le mot de « catastrophe » sont bannis.** Le déni de droit à l'encontre de Nations et de peuples soucieux de maîtriser leurs échanges avec l'extérieur pour demeurer maîtres de leur destin restera comme l'un des phénomènes marquants des deux dernières décennies, moins par les notions qui le sous-tendent et les objectifs qu'il sert, que par le silence auxquels ses critiques se sont vu réduits. Ce déni a été maintenu, malgré les succès de certains pays, qui ont su renvoyer à leurs études les experts du FMI, de la Banque mondiale, les *investment bankers* et les prédateurs associés, pour contrôler les changes, gérer leurs échanges commerciaux, et simplement, permettre à leurs citoyens de décider de leur avenir. La Malaisie, l'Argentine, le Venezuela, la Russie, et bien sûr la Chine, sont quelques-uns des pays qui ont su, à des moments essentiels, faire prévaloir l'intérêt national sur les fantasmes d'une gouvernance mondiale, paravent commode de la colonisation par la finance et les marchés. Le déni d'autonomie à des Nations qui voudraient privilégier leur unité interne et leur capacité de choix sur leur contribution à la croissance mondiale s'exprime autrement ; la guerre est hors-la-loi. Les événements qui ont conduit la Russie à intervenir en Géorgie, en août dernier, pour protéger les minorités russes, l'ont rappelé, les événements qui conduiront les minorités russophones, ailleurs dans les pays baltes, en Ukraine, à revendiquer un statut spécifique, le rappelleront ; dans le

monde tel que la disparition de l'Union soviétique l'a fait émerger, dans le monde où l'histoire semble s'arrêter sur la démocratie universelle, seuls les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés prétendent avoir le droit de recourir à la guerre quand leurs intérêts et leur sécurité sont menacés. Le monopole des interventions militaires légitimes est revendiqué désormais par l'OTAN, comme il l'était par l'ONU. Et le chemin est court qui fait des actes de guerre, de tout acte de guerre, des actes sans droit, et qui fait des combattants des hors la loi, auxquels aucun statut, aucune protection ne sont reconnus. Il n'y a plus d'ennemis, il n'y a plus que des coupables. L'ensemble, au nom du Bien, renvoie la guerre à l'inconcevable, l'inexpiable, l'inexcusable, ce qui est bien près de la conduire à la guerre totale ; puisqu'il s'agit désormais pour le Bien d'affronter le Mal, aucun compromis n'est concevable, aucun respect mutuel ne peut unir des combattants bien près de se dénier les uns aux autres la qualité d'hommes. Il faut comprendre comment nous sommes sortis de la guerre objet du droit, de la loi et de la politique, moyen ultime de la liberté politique, et de la démocratie, pour comprendre à la fois la profonde confusion européenne des idées en matière de défense et de sécurité, et l'extraordinaire rabattement de toutes les questions de guerre sur des questions de police, de sécurité, et de compassion. Il faut s'y attacher, pour analyser l'origine réelle de la crise, qui tient à l'obligation américaine de mobiliser le monde pour combler ses déficits, à l'obligation des pays développés de mobiliser sans cesse plus d'hommes, de capitaux, de ressources, pour alimenter les fourneaux de la croissance sans limites.

A l'origine de tout, le projet libéral, le projet de la liberté de l'établissement humain, exprimé par l'indétermination qui doit sortir l'homme de la nature, de l'origine et du hasard, qui bouleverse les identités et les mœurs. A l'œuvre partout dans le monde sous le signe de l'économie et de la croissance sans limites, il promet l'entrée dans un monde meilleur. Il suppose la fin des Nations, qui ont donné leur cadre à l'exercice de la démocratie, mais se voient accusées de tous les maux qui ont accablé l'Europe au XX^e siècle. Le vocabulaire de la pensée unique qui sévit en matière d'économie est significatif ; les Nations n'existent plus qu'en tant que rigidités, archaïsmes, aspérités, qui ralentissent la course des affaires. Il faut lire à ce sujet la quasi-totalité

des ouvrages économiques, qui se réduisent au plaidoyer de rigueur en faveur de la mondialisation, de l'ouverture des frontières, du libre échange, du dépassement des cadres nationaux ! Bien plus, il est exclu qu'une société réunie en Nation décide d'un arrangement entre ses membres qui serait contraire au droit, à la concurrence et au marché ; le célèbre : « il n'y a pas d'alternative » lancé par Margaret Thatcher est devenu le premier mot de tout politique, là où la politique consistait précisément à créer les conditions de choix alternatifs. La disparition des Nations et des frontières est une des conditions de la croissance illimitée, qui commande notre régime de vérité ; le bien, le juste et le bon sont et ne sont plus que ce qui sert la croissance.

La crise financière de 2007-2008, avec ses conséquences directes sur la marche des Etats, le rappelle ; une passation de pouvoir a eu lieu. Au cours des années 1980, sous couvert de recherche de compétitivité, les Etats occidentaux, européens en tous cas, ont sacrifié l'essentiel des institutions et des structures collectives à la poursuite de la mondialisation, c'est-à-dire de la réduction du monde à l'uniforme. Ce faisant, quelques données stratégiques essentielles ont changé de signe. Une Nation n'est plus maître des entreprises, des capitaux, des services qui y sont produits. Une Nation ne maîtrise plus sa monnaie ; un Georges Soros, en provoquant la chute de la livre, a montré dès les années 1990 que la spéculation était plus forte qu'un Etat – en d'autres temps nul n'aurait survécu à pareille atteinte à la souveraineté britannique... Le désarmement des Etats est le phénomène marquant des vingt dernières années ; non que la puissance leur fasse défaut, mais que la résolution de s'en servir leur manque – est-ce cela qui a changé ?

2 – Une idéologie cohérente

La course du projet libéral n'est pas achevée. Un nouveau régime de vérité se dessine derrière la primauté absolue de la croissance, qui n'est pas loin de déterminer une nouvelle condition humaine. Certains de ses aspects se dévoilent avec éclat ; une banque d'investissement new-yorkaise donne droit à ses salariés à l'indétermination sexuelle, en proposant de rembourser les opérations qui leur permettent de changer de sexe (en janvier 2008) ; nous refusons le handicap à travers le diagnostic prénatal qui promet à terme de ne laisser naître que les

enfants sans risque majeur ; nous voyons grandir un marché international de l'adoption d'enfants, qui consacre le droit des riches à acheter les enfants des pauvres. Quelles images du Bien radieux et sans scrupules inutiles que Madonna adoptant un enfant africain, malgré l'existence de ses parents, au nom de la vie meilleure qu'il aura sûrement – puisqu'il sera Américain ! Le projet libéral demeure la force motrice d'un monde occidental qui rêve encore de la mondialisation telle qu'elle a fonctionné à son plus grand avantage depuis 1492 et l'invasion des Amériques ; nous avons convoqué la richesse du monde à notre profit.

Cette idéologie conjure la notion de risque ; le risque est seulement ce que les modèles de maîtrise du risque mesurent. En tant que tel, il est mesuré, *pricé*, divisé, réparti, à la fin il disparaît dans le mouvement du marché... En quoi a consisté l'essentiel de l'innovation financière depuis les vingt dernières années sinon en techniques permettant de modifier l'appréhension du risque jusqu'à la faire disparaître dans les méandres des formules mathématiques et des mécanismes financiers ? Qui sait par exemple, quand il achète une Sicav de trésorerie, qu'il achète non des titres au jour le jour, non des dépôts disponibles à tout moment, mais des titres à trois mois, des promesses de remboursement de toute nature, dont le risque justifie le rendement, mais qui peuvent faire défaut ? Ce n'est pas aveuglement mais nécessité. L'incapacité des Etats-Unis à conduire une politique de choix public qui assure le maintien des infrastructures (1000 milliards de dollars pour réparer les ponts, les routes et les autoroutes, aménager les voies de chemins de fer et gérer les aéroports), fasse progresser la santé publique (environ 2000 milliards de dollars pour élaborer un système comparable aux meilleurs, dont la France), et surtout, désendette les ménages et l'Etat fédéral comme les Etats, détermine la fuite devant le risque par une politique monétaire tellement accommodante qu'elle permet aux banques de se substituer aux concours publics dans la résorption de la pauvreté, elle a pour conséquence logique la nationalisation des banques, auxquelles on a fait jouer un rôle qui n'était pas le leur, comme seconde conséquence un krach obligataire inévitable, tant l'incapacité des acteurs endettés à faire face à leurs engagements est à terme manifeste, et explosive.

A ce titre, l'inquiétant n'est pas que la crise actuelle ne provoque pas

le krach obligataire possible, c'est qu'elle ne le provoque pas. Si tout redevient comme avant, si les marchés reprennent leurs cours, si les créanciers se montrent accommodants, si l'extraordinaire injonction de liquidités dans le marché produit ses effets, tout sera à refaire – la nouvelle crise, tôt ou tard, fera exploser les fausses promesses de la dette américaine et provoquera l'affrontement inévitable entre un débiteur malhonnête et ses créanciers trop crédules. La crise, des crises, jusqu'à ce que la question de la dette soit résolue, jusqu'à ce que l'économie et la société soient désintoxiquées des effets de levier et que tous les risques aient été vus, appréciés, valorisés et payés. Nous en sommes là : soit devant la poursuite aggravée de la crise actuelle, soit devant une nouvelle crise à venir dans trois, cinq, dix ans.

Comment le dire autrement ? Non seulement la mondialisation, c'est-à-dire pour l'essentiel l'exportation du risque américain, ne réduit pas le risque global de l'économie, mais elle aboutit à multiplier les risques de l'économie américaine, puisqu'elle la dispense d'en payer le vrai prix. En termes plus clairs, là où l'ancien ordre des monnaies, des changes et du contrôles du commerce aurait depuis longtemps confronté les Etats-Unis à leur faillite potentielle, et les aurait contraints à des corrections sans doute douloureuses mais limitées, la libéralisation des échanges, la financiarisation et la déréglementation permettent aux Etats-Unis de ne pas payer le prix de leur déficit, de fuir en avant sans rencontrer les limites proches de leur frontière, de leur continent, ou de leur système – puisqu'il est devenu mondial... Autant dire que toute crise américaine est désormais une crise mondiale, autant dire surtout que ni le plan Paulson, ni le répit temporaire enregistré sur les marchés en raison des extraordinaires injections de capitaux et d'assurance de payer réalisées par les Etats européens (et pas par l'Union européenne), n'ont aucune chance de prévenir la venue d'une nouvelle crise. Elle sera plus violente, plus profonde, plus globale chaque fois, jusqu'à ce que la politique américaine opère des révisions déchirantes des certitudes qui l'ont conduite, depuis Reagan en passant par Clinton, à devenir le client du monde, ou bien qu'un autre système du monde émerge, qui stoppe le jeu – à quel prix ?

La certitude n'est pas que la crise est derrière nous, elle est que nous vivrons d'autres crises, jusqu'à une transformation radicale du modèle

économique des Etats-Unis d'abord, des relations entre les économies ensuite. L'essentiel est que tout aura été sacrifié à la promesse de croissance sans limites et sans risques, vécue comme la condition de la démocratie et de la stabilité politique. Dans ce projet, le fait particulier est que le politique a donné les clés à l'économie, au nom de la mobilisation de la science et du progrès au service de la croissance sans limites. « Les ressources naturelles sont inépuisables car sans cela nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant n'être ni multipliées, ni épuisées, elles ne sont pas l'objet des sciences économiques » affirmait Jean-Baptiste Say, dans son *Cours d'économie politique pratique*, en 1815. L'exception occidentale est là tout entière. Faut-il souligner que le calcul économique, celui qui préside aux résultats des entreprises comme à celui des Nations, en est encore là ? (sur l'urgence d'un nouveau système comptable, voir J. Stiglitz, in *Le nouvel Economiste*, août 2008).

Il s'agit bel et bien d'un choix politique, voulu, argumenté, raisonné. Au-delà de la satisfaction matérielle des populations, la croissance doit assurer la paix. Auguste Comte l'a formulée en 1822 : « le but militaire était celui de l'ancien système, le but industriel est celui du nouveau » ; la promesse du libéralisme moderne est de substituer à la guerre contre l'ennemi pour la défense de son territoire ou pour la conquête d'un territoire, la guerre par la science contre la nature et par le marché contre la gratuité, pour la croissance et la surabondance matérielle. La paix du marchand et du banquier doit assurer la satisfaction par l'envie et la satisfaction infinies du consommateur. Le sacré contemporain réside dans cette alliance de la croissance économique et du droit qui en assure les conditions ; qui oserait remettre en cause la religion du développement ? Les figures du héros et du sage sont également déboulonnées de leur piédestal ; l'homme en proie à la convoitise, à l'envie, en quête de la fortune, voilà l'homme utile à la croissance ! L'émotion, la compassion, les bons sentiments, voilà ce qui décide d'une politique, combien mieux que la froide raison, et voilà ce qui autorise toutes les ingérences, au mépris de toutes les souverainetés ! Le mouvement est toujours à l'œuvre, qui s'est manifesté avec éclat par la globalisation et la mondialisation, qui plonge ses racines bien avant. Il n'a pas achevé sa course.

Les conséquences stratégiques de cette transformation politique sont considérables. Nous visons, nous pensons, nous gérons, nous nous projetons à l'intérieur du paradigme libéral, celui de la croissance sans limites et de la surabondance pour tous, celui de la primauté de l'économie sur la société, comme paix, comme accès à l'universel et comme progrès. Et nous avons pu réaliser les promesses de ce paradigme parce que le monde nous a été donné ; voici moins d'un siècle, le tiers des terres émergées étaient directement ou indirectement à notre service (les deux premiers Empires, britannique et français, se partageant 20 millions de km², sans compter la Chine, victime du Break up de 1895, partage de son territoire en zones d'influence et de commerce réparties entre les puissances occidentales), à celui de la révolution industrielle européenne et américaine. Cette situation inédite, au moins depuis l'empire romain, crée une condition stratégique entièrement nouvelle, symbolisée aussi bien par l'incapacité de l'Europe à se définir une frontière, et même à poser la question de la frontière, que par l'universalisation de l'OTAN, devenue organisation de police occidentale pour le monde. Elle trouve une illustration frappante dans la fuite devant le principe de réalité qu'a incarné Alan Greenspan, sacrifiant la monnaie, l'économie, et le futur, à l'obligation faite aux administrations républicaines et démocrates d'assurer une croissance forte, alors que son prédécesseur, Paul Volcker, n'avait jamais cédé devant les pressions reaganiennes à la fuite en avant...

3 – La sortie par l'Apocalypse ?

Tous liés par le même désir, tous confondus dans la même quête, tous affrontés dans la même Apocalypse de la Fin...

La crise est une crise de la réunion du monde au service de la croissance sans limites, de l'enrichissement sans bornes, une crise du désengagement de l'activité économique par rapport à toute communauté, sous l'égide du marché mondialisé et de la finance sans frontières. Elle est une crise de la dé-liaison qui permet non seulement à l'individu roi et à l'entreprise souveraine de se moquer des frontières et d'ignorer ce qu'ils doivent aux sociétés qui les ont nourris, mais encore de se retourner indéfiniment contre ces sociétés ; quel plus bel exemple que la *Bank of America* vendant des CDS - *Credit Default Swaps* -, c'est-

à-dire des formes d'assurance contre la défaillance de l'Etat américain... comme si une entreprise jouait la défaite de son pays ! Et elle est une crise du risque – de la croyance en l'abondance d'actifs sans risques, des techniques de division, de diffusion et de disparition du risque, de l'intermédiation financière construite comme négation du risque. A cet égard, elle est une crise technique des instruments de mesure, des outils de calcul, plus encore de cette idéologie de la conformité qui prétend que la forme juge du fond. Il n'y avait pas de risques, puisque les indicateurs étaient muets... Nul ne peut être sanctionné, puisque les instruments de *reporting* disaient que tout allait bien...

Nous vivons une crise de l'universel... voire le refus des universaux occidentaux qui ont trop souvent servi des intérêts et des pouvoirs, et qui n'ont trop souvent été que le masque d'une vision euro-péo-centrée du monde. Le temps est loin où, du Maroc à Dubaï, de l'Arabie à New Delhi, de Karachi à Durban, de N'Djamena à Dakar, les routes les plus rapides passaient par Londres ou Paris... Des ensembles régionaux sont en voie d'intégration à eux-mêmes, à l'instar de celui qui unit, de part et d'autre de l'océan Indien, Mumbai (Bombay), Karachi, Dubaï, Oman, Abu Dhabi ou le Qatar. Le premier exercice stratégique nécessaire est celui du décentrement. L'imposition de la démocratie – des formes démocratiques – vaut ce que vaut l'aspiration démocratique du peuple, donc la force de constat qui est la sienne. Un processus sans précédent d'uniformisation et de mise en conformité a atteint son paroxysme dans les années 1990 et déclenche son contraire, un mouvement de diversification et de séparation intense. Les religions du développement, de la démocratisation et de l'éducation se révèlent pour ce qu'elles sont, les éclaireurs avisés de la dissolution des collectivités au profit de consommateurs isolés. L'insurrection de la différence (selon la formule de Georges Balandier, in *Civilisations et puissance*, Editions de l'Aube – rencontres du nouveau siècle) est devant nous. Elle répondra à l'utopie criminelle de la démocratie sans terre, qui conduit le libéralisme à détruire la démocratie – c'est-à-dire à nier la capacité de communautés humaines à décider souverainement de leur devenir – faute d'accepter la condition de leur constitution, qui est la séparation, l'écart, et la singularité.

Le retour de collectivités maîtresses de leur destin est l'élément

majeur de ce début de siècle. Ce n'est ni la conformité, ni la régulation, ni les fantaisies juridiques et réglementaires anglo-saxonnes qui vont permettre de limiter à l'avenir la survenance des crises, c'est le contrôle de chaque communauté humaine sur ses membres, et l'éviction de ceux qui ne respectent pas ses valeurs. La mondialisation a ouvert un terrain de jeu sans précédent aux prédateurs que nul ne contrôlait plus, ils s'y sont engouffrés. Ni bon sens, ni mesure, ni décence, n'étaient plus là pour les retenir ; la dissolution des structures collectives, la tombée des frontières et la confusion générale, ruinaient les unes et les autres. Nous en avons fini avec cela. Les droits de l'individu ne comptent pas quand la survie de la collectivité est en jeu ; comme le disait Goethe, nous ne sommes pas loin de mesurer que dans notre situation morale et politique, « mieux vaut une injustice qu'un désordre ». La notion d'indécence va redevenir aussi importante que celle de responsabilité. Le jugement du milieu compte. La consistance de la collectivité, et sa capacité à adopter et à faire appliquer les règles qui lui conviennent, sont des conditions de la maîtrise de l'économie, des garanties contre la convoitise, la démesure et le cynisme. L'origine compte. Et ceux qui sont d'ici, ceux qui viennent d'ici, ont des droits sur leur terre, sur leur milieu de vie, sur la société qui les a constitués. Tous les vieux mots de convenances, de politesse, de décence, ont été relégués aux poubelles de l'histoire par l'étalage de la richesse sans vergogne, l'indécence des comportements de prédateurs ou l'arrogance des faux puissants du jour. Avec une réalité : l'incapacité de penser ce qui, dans cette sûreté, cette arrogance et cette affirmation de soi, n'est dû qu'au perfectionnement de l'état collectif et de la machine sociale. Avec une conséquence, le développement sans limites du ressentiment, de la haine et de la violence contre les agresseurs du sens commun.

La rupture avec l'avenir est consommée. Prévisionnistes, conjoncturistes, analystes, ont conjugué leurs efforts pour dessiner un monde meilleur, le monde du marché, des comptes trimestriels et de la croissance sans limites. Il faut le dire avec force, dans le désert de la pensée mécanique ; il n'y a aucune chance pour que les prévisions économiques qui ne sont qu'économiques aient quelque signification que ce soit à moyen et long terme. La pression que ce niveau de développement exerce sur les ressources naturelle est insoutenable.

Ignorer les avertissements actuels consiste à poursuivre au début du XXI^e siècle des systèmes de référence qui sont ceux de la première révolution industrielle, et que ruinent totalement les nouvelles raretés auxquelles nous sommes confrontés.

La seule certitude est celle de ruptures confondantes, celle du renversement du monde, celle du grand décentrement qui portera à l'incandescence nos doutes, nos questions, notre vertige devant les réponses inévitables et les douleurs à venir.

*

Cette sortie de la confusion a toutes les chances de se dérouler rapidement, sous l'égide de la faim, de la soif, et de l'obligation de survie, sous l'égide aussi de la perte de l'autorité morale des Etats-Unis. Rapidement et brutalement les conditions de la fondation des sociétés politiques, qui sont la volonté de survivre ensemble, sont recrées. Les effets cumulés de l'effondrement des services gratuits que la nature rendait à l'homme vont redéfinir les communautés, rendre sa valeur au territoire, et actualiser la lutte pour la survie de ceux qui ne veulent pas mourir. Le voile de l'abondance jeté sur les passions et les envies en se retirant va rappeler à tous les vraies raisons de vivre et de mourir des hommes, ce qui s'appelle survivre, croire, et se battre. Autant le dire, la conviction qui anime cet essai d'anticipation des ruptures stratégiques liées aux nouvelles raretés n'est pas optimiste. Il faut croire qu'un effort immense d'invention, de production et de financement va permettre de *Produire le monde* ; il faut se préparer à vivre des moments d'une intensité difficile, et surtout à laquelle rien ne nous prépare, avant de basculer dans un autre monde, dont nul ne sait ce qu'il sera.

Ses effets, et les effets de ses effets, n'ont pas fini de nous atteindre ; nous les déplorons, nous chérissons leurs causes. Comme toute menace pour la survie, elle précipite la nouvelle division du monde entre ceux qui veulent survivre ensemble, et ranime de très anciennes séparations, perdues, mais essentielles. Et elle touche l'Europe au cœur de la singularité qui lui fait croire qu'on peut indéfiniment acheter le confort de la paix à ses ennemis, le faire payer à ses amis. Nous continuons de la livrer, sans espoir, tant nous nous battons contre notre survie. Et cette grande guerre de notre temps de paix, conduite dans la méconnaissance

générale, a toutes les chances de provoquer de petits et de grands conflits, qui ne se résoudre pas par de belles paroles, de beaux sentiments, ou de belles valeurs, parce qu'ils répondront à ce but éternel des hommes organisés en Nations; la survie.

Ce texte a été publié dans AGIR 36 – Risques et précaution – Novembre 2008.